

RIO+20 : LES OCEANS A LA CROISEE DES CHEMINS

La Conférence internationale Rio+20 du 3 au 6 juin 2012 doit impérativement se saisir de cette occasion d'une mobilisation la communauté internationale pour **adopter une feuille de route ambitieuse pour nos océans.**

NOS PROPOSITIONS

- Aller plus loin que la Convention cadre sur la Diversité Biologique

Entre Convention sur le Droit de la Mer et Convention cadre sur la diversité biologique, difficile de savoir à quelle structure se raccrocher pour protéger la biodiversité marine au-delà des zones de juridiction nationale. L'adoption du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages tirés des ressources naturelles semble avoir donné une réponse diplomatique, mais claire : cela relève du champ de compétence de la Convention sur le droit de la mer.

Cela signifie qu'en l'état actuel du droit international, la grande majorité des formes de biodiversité planétaire ne relève d'aucun cadre de protection spécifique. 65% de la surface des océans est totalement laissée à l'abandon. Situation qui permet de relativiser l'apparent succès du Protocole de Nagoya.

- Réguler l'accès anarchique aux ressources génétiques marines

La course aux ressources génétiques marines est lancée depuis plusieurs années et semble s'intensifier. La capture d'espèces nouvelles en haute mer est libre d'accès et les captures peuvent être exploitées dans le respect des règles de la Convention sur le droit de la mer. **Le vivant sauvage est aujourd'hui considéré comme une marchandise alors que les régimes juridiques en vigueur n'ont pas été pensés pour intégrer cette forme particulière qu'est l'exploitation de la biodiversité des océans, notamment en haute mer.**

Les impacts environnementaux de l'activité de bio-prospection et le bio-piratage sont bien loin d'être neutres et sont insuffisamment analysés. L'obtention de composés actifs nécessite un approvisionnement en matière première (l'organisme marin vivant) souvent dans des rapports de un à un million, ce qui avec la destruction potentielle (même partielle) de l'environnement sous marin et marin de ces organismes provoque des impacts aujourd'hui peu connus.

- Renforcer la transparence pour une meilleure mobilisation des citoyens

Cette absence de régulation profite aux Etats privilégiés et à quelques entreprises de ces Etats, qui continuent dans un relatif anonymat leurs travaux, travaux en

partie financés par des fonds publics. **La France fait partie de ces Etats très actifs dans le domaine de l'exploitation des ressources marines et génétiques.**

En l'absence d'information et de transparence sur ces activités, les citoyens et les associations sont dans l'expectative et ne disposent que de très faibles informations précises sur la nature des recherches entreprises, autant que sur les modalités d'utilisation à des fins privées et commerciales de ces recherches. La société civile au sens large est exclue de ces approches et les débats sont limités à des enceintes très fermées.

- Définir un statut juridique pour la haute mer

L'usage durable des ressources biologiques et génétiques requiert des mesures de protection en haute mer. Tous les organismes onusiens produisent de manière relativement isolée du droit de la mer ou de la biodiversité sans qu'aucun n'ait la capacité d'englober les aspects environnementaux de la haute mer (connaissance, suivi, réglementation, exploitation, contrôle et sanction).

Un protocole additionnel à la Convention sur le droit de la mer devrait permettre de donner un statut juridique spécifique à la haute mer, impliquant sans aucun doute une remise en cause du sacro saint principe de liberté. Ce protocole pourrait proposer en outre un partage spécifique des bénéfices qui pourraient être réinvestis dans la protection du milieu marin.

- Elargir les compétences de l'AIFM (Autorité internationale des fonds marins)

L'AIFM pourrait voir ses compétences élargies à l'ensemble des ressources biologiques et génétiques en haute mer. Afin de garantir la plus grande des transparences et efficacité d'une telle gouvernance, **des parties prenantes émanant des associations de protection de la nature et de l'environnement devraient pouvoir participer activement au suivi de la mise en œuvre de ces nouvelles compétences.**

- Créer un réseau mondial d'aires marines protégées

A Nagoya, un objectif de 10% de zones marines et côtières, y compris en haute mer, a été adopté. **Le chemin sera long : moins de 1% des océans sont aujourd'hui concernés par les aires marines protégées. Atteindre ces objectifs nécessitera sans aucun doute l'appui d'un cadre juridique nouveau pour la haute mer.** Ce type de mesures conservatoires ne doit en aucune manière entraîner une forme de revendication nouvelle de territoires au-delà des zones de juridiction nationale.

- Renforcer les connaissances scientifiques du milieu marin

Des initiatives majeures de recherche exploratoire continuent à être nécessaires afin d'aborder les diverses lacunes et de soutenir les efforts de protection et de conservation des écosystèmes et de la biodiversité. **On ne protège bien que ce que**

l'on connaît. Le futur IPBES autant que le GIEC actuel doivent intégrer toujours plus d'éléments sur la connaissance de nos océans.

Document de travail interne